



**Communiqué de presse  
AG/DSI/323**

---

**Première Commission  
7e séance – après-midi**

**VINGT-CINQ ANS APRES LA SESSION SPECIALE DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE SUR LE DESARMEMENT, L'ARME NUCLEAIRE ENCORE  
CONSIDEREE COMME LA MENACE LA PLUS GRAVE**

L'arme nucléaire a été identifiée à nouveau cet après-midi comme la menace la plus grave que connaît le monde civilisé par les membres de la Commission du désarmement et de la sécurité internationale (Première Commission) qui poursuivait son débat général. Vingt-cinq ans après la tenue de la première session spéciale que les Nations Unies avaient consacrée au désarmement, les représentants de la Commission ont réaffirmé la validité des conclusions qu'avait tirées l'Organisation en 1978 avant de poser les fondations d'une stratégie mondiale de désarmement nucléaire.

Ainsi, de nombreux Etats appartenant au Groupe des non-alignés ainsi que le représentant de la Nouvelle Zélande, en sa qualité de membre de la Coalition pour un nouvel agenda, ont appelé les cinq Etats nucléaires à assumer les responsabilités premières que leur confère un tel statut. Ils leur ont notamment demandé d'honorer l'engagement pris en 2000 lors de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de procéder sans équivoque à la destruction de leurs arsenaux.

Ces même Etats ont été la cible de nombreuses critiques cet après-midi, notamment en raison de leurs contributions aux dépenses militaires dans le monde, qui se chiffrent à 850 milliards de dollars en 2002, alors que deux tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Autre motif de préoccupation, le fait que les dépenses militaires sont bien supérieures aux contributions versées par les Etats Membres des Nations Unies pour mettre en œuvre la Déclaration du Millénaire dont l'un des objectifs est de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015.

L'universalisation du TNP que n'ont toujours pas ratifié Israël, l'Inde et le Pakistan et que la République populaire démocratique de Corée vient de dénoncer, mais également la mise en œuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) et la création de zones exemptes d'armes nucléaires ont été perçues comme le meilleur moyen de débarrasser le monde du fléau nucléaire. Pour renforcer l'architecture du désarmement, plusieurs délégations ont souhaité le lancement de négociations sur un traité d'interdiction des matières fissiles pouvant entrer dans la fabrication d'armes nucléaires.

Les représentants des pays suivants ont pris la parole: Nouvelle-Zélande, Liban, Bangladesh, Jamahiriya arabe libyenne, Viet Nam, Myanmar, Népal, Soudan et Erythrée. Les représentants de l'Erythrée, de l'Ethiopie et du Yémen ont exercé leur droit de réponse.

La Commission poursuivra son débat général demain mardi 14 octobre à partir de 15 heures.

***DEBAT GENERAL SUR TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS  
AU DESARMEMENT ET LA SECURITE INTERNATIONALE***

/...

M. IBRAHIM ASSAF (Liban) a estimé que le désarmement ne suit pas la bonne direction, comme l'ont montré les événements récents. Pour ce qui est du multilatéralisme, le représentant a expliqué qu'il constituait un concept essentiel dans le cadre des processus de désarmement. Les Nations Unies se doivent ainsi de prendre des mesures collectives de prévention des menaces à la paix et à la sécurité internationales. Le multilatéralisme complète les négociations bilatérales sans les remplacer toutefois.

Le représentant a par ailleurs évoqué ce qu'il a perçu comme la menace nucléaire au Moyen-Orient où Israël demeure le seul Etat de la région à n'avoir pas accédé au TNP. Il a par ailleurs estimé que le commerce illicite des armes légères constitue une menace à la sécurité nationale des Etats et un obstacle au développement. Eliminer ce fléau exige de s'attaquer aux sources et aux causes des conflits, et en premier celui de l'occupation étrangère, a-t-il précisé. Il existe une relation étroite entre désarmement et développement. Dans un monde où les deux tiers de la population mondiale vivent avec moins d'un dollar par jour, il est tragique que les dépenses d'armement aient atteint, l'année dernière, 850 milliards de dollars. Les mines antipersonnel constituent un problème humanitaire international qui touche 80 Etats et fait 15 000 victimes chaque année, principalement parmi les civils. Le contrôle des armements conventionnels et des armes stratégiques est ainsi d'autant plus important. Le Liban continue de fournir tous les ans des rapports sur ses dépenses militaires. Nous demandons l'élargissement du registre des Nations Unies aux armes de destruction massive

/...

M. AHMED OWN (Jamahiriya arabe libyenne) a déclaré qu'en cette 25<sup>ème</sup> année, anniversaire de la première session spéciale de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, les armes nucléaires ont été identifiées comme le danger le plus grave auquel doit faire face la civilisation. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle ne ménage aucun effort afin que la prochaine session spéciale de l'Assemblée générale ait lieu le plus vite possible. Le représentant a rappelé que le TNP qui est rentré en vigueur en 1970, n'est toujours pas universel et que les résultats obtenus lors des nombreuses conférences d'examen sont très décevants, le nombre d'ogives et la puissance destructrice de telles armes étant allées au-delà de l'imaginable.

Le représentant a appelé les Etats dotés de l'arme nucléaire à assumer la responsabilité particulière qui leur revient eu égard à la mise en œuvre du TNP. Nous appelons à la mise en œuvre de l'article VI de la Déclaration finale de la Conférence de révision de 1995, demandant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le représentant a demandé le lancement de négociations sur un traité d'interdiction des matières fissiles. Il a demandé par ailleurs à la communauté internationale de faire pression sur Israël pour qu'il place ses installations sous le contrôle

de l'AIEA et soit partie au TNP. Le représentant a insisté sur l'importance de promouvoir le multilatéralisme en matière de désarmement nucléaire. Pour sa part, la Jamahiriya arabe libyenne participe à toutes les conférences sur le désarmement.

/...

M. HASSAN HAMID HASSAN (Soudan) a évoqué les nombreux changements intervenus sur le plan international et régional qui exigent la revitalisation de l'action internationale pour éviter la prolifération des armes nucléaires et faire en sorte que le déséquilibre entre les Etats nucléaires et ceux qui n'en disposent pas ne se creuse davantage. Il est regrettable que bien des puissances continuent à perfectionner leur technologie militaire, que ce soit dans le domaine nucléaire, biologique et chimique. Il est également regrettable que ces Etats se fassent concurrence sous prétexte de la prévention et la sécurité internationales, nonobstant les accords internationaux. Les foyers de tensions et conflits ont poussé les Etats à adopter une attitude défensive marquée par l'augmentation des dépenses militaires. D'autre part, les contributions allouées pour la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire sur le développement sont bien en deçà de celles consenties par les Etats en matière d'armement. La création de zones exemptes d'armes nucléaires est le meilleur moyen de débarrasser le monde du fléau nucléaire. Le représentant a estimé que les installations nucléaires d'Israël sont une menace grave à la paix dans la région. Il a mis en évidence les efforts de son pays pour interdire la prolifération des armes de petit calibre tout en demandant aux Etats industrialisés de s'abstenir de transférer de telles armes à des éléments non étatiques. Le représentant a estimé que compte tenu des défis de plus en plus importants qui se posent aujourd'hui, le rôle de la Commission doit être renforcé.

/...

\* \* \* \* \*